



Mission régionale d'autorité environnementale

Pays-de-la-Loire

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire
après examen au cas par cas
Révision du zonage d'assainissement des eaux usées (ZAEU)
de la commune de BEILLÉ (72)**

n°MRAe 2018-3367

Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 modifié portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Beillé, déposée par la commune de Beillé, reçue le 20 juillet 2018 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 20 juillet 2018 et sa réponse du 24 juillet 2018 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 5 septembre 2018 ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Beillé, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

Considérant qu'elle est menée en parallèle de l'élaboration en cours du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Huisne Sarthoise ;

Considérant que le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées a pour objectif d'adapter le périmètre du zonage aux zones d'urbanisation future en périphérie du bourg ainsi que plusieurs secteurs urbanisés actuellement non raccordés, que le projet implique alors l'augmentation de 44 % (soit 17,8 hectares) du périmètre de la zone d'assainissement collectif ;

Considérant que la commune comporte deux stations d'épuration, Beillé Gare et Beillé Bourg ; que la première, située en zone inondable, d'une capacité résiduelle de 70 équivalents-habitants, est en mesure d'absorber les effluents supplémentaires générés à long terme par le raccordement de 20 logements ; que la seconde, d'une capacité actuelle de 145 équivalents-habitants présente d'ores-et-déjà une surcharge organique et ne permet pas, en l'absence de travaux, de raccorder à long terme 75 logements tel que prévu par le projet de zonage ;

Considérant que les éléments fournis au dossier ne permettent pas d'appréhender à court terme les solutions de remise en conformité de la station d'épuration de Beillé bourg, ni les impacts pressentis des travaux nécessaires à l'agrandissement de celle-ci ;

Considérant que la commune compte environ 92 installations d'assainissement non-collectif, que les résultats des contrôles de ces installations montrent un taux élevé d'installations non-conformes (40 % des 47 installations contrôlées) voire non-acceptables (28 % des 47 installations contrôlées) (système source de pollution pour le milieu récepteur) ;

Considérant que bien que le dossier précise que le raccordement à l'assainissement collectif de certains secteurs permettra de réduire la pollution diffuse actuelle des dispositifs non-conformes, le dossier n'identifie pas ces secteurs et ne précise pas, par ailleurs, si des procédures d'incitation des particuliers à la remise en conformité des filières non acceptables sont en cours ;

Considérant que la commune est concernée par la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 (ZNIEFF) de la Vallée de l'Huisne de Connerré à Sceau-sur-l'Huisne, par la ZNIEFF de type 1 "prairie humide au nord-ouest de l'Onglée", ainsi que par le Plan de prévention du risque inondation de la Vallée de l'Huisne ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, il ne peut être affirmé que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Beillé n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

DÉCIDE :

Article 1 : La révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Beillé est soumise à évaluation environnementale.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3 : En application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 19 septembre 2018

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire



Fabienne ALLAG-DHUISME

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe
DREAL des Pays-de-la-Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD
CS 16326
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île Gloriette
B.P. 24111
44041 NANTES Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Ministère de la transition écologique et solidaire
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex